



- Retraité-es -

Le 16 octobre

Exprimons notre profond mécontentement !

POUR UN GRAND NOMBRE DE RETRAITÉ-ES, LA PAUVRETÉ ET LA MISÈRE S'ACCROISSENT. LES COUCHES MOYENNES SONT GRAVEMENT TOUCHÉES PAR LES MESURES GOUVERNEMENTALES.

Les retraités sont de plus en plus mécontents car pour beaucoup, de plus en plus nombreux, les pensions de retraite ne permettent pas de vivre dignement !

- ✓ **36 %** des femmes retraitées touchent moins de 700 € et **64 %** moins de 900 € mensuels
- ✓ **53 %** de l'ensemble des retraités perçoivent moins de 1 300€
- ✓ Actuellement, 4 nouveaux retraités sur 10 sont au minimum contributif vieillesse (*devenu ASPA*) dont une femme sur deux.
- ✓ Ce montant pour une personne seule est de **677 €** par mois.

Cet été, plus de **52 %** des français ne sont pas partis en vacances. Et avec mépris, le gouvernement, fidèle serviteur du grand patronat, prépare de nouvelles attaques contre les salariés et retraités :

- **remise en cause des 35 H**
- **instauration du travail le dimanche détériorant les conditions de travail et destructurant la vie familiale.**

LE MÉCONTENTEMENT DES RETRAITÉS EST DE PLUS EN PLUS GRAND ET PROFOND FACE À LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE INADMISSIBLE ET INTOLÉRABLE.

Après la loi Bachelot, massacrant le droit à la santé pour tous et les fondements de l'hôpital public ; il en est de même pour les centres de santé (mutualité St Victor 15e - Moulinet 13e), les EHPAD, les maisons de retraite.

Aujourd'hui, la loi Bachelot

- entérine tous les méfaits déjà commis
- programme la fermeture de 200 hôpitaux publics sur les 1000 existants
- exalte le projet autoritaire du gouvernement, visant au regroupement fusion des 38 hôpitaux de l'AP-HP en seulement 13 groupements hospitaliers.

A Paris, a été décidée la fermeture de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul-Bellan (après celles de Broussais, Boucicaut et Laënnec) ; 1 centre de santé sur 2 doit être fermé.

De fait, la loi Bachelot, c'est :

- la destruction massive du service public de santé

- l'anéantissement du droit à la santé pour tous
- la marchandisation des soins offerts au privé.

Après la loi Boutin, s'attaquant au logement social (moins 7 % du budget) et à son existence alors qu'il manque 120 000 logements sociaux à Paris.

Surloyers et sous-occupation touchent les retraités.

Après les graves attaques visant à casser les services publics, la Poste, EDF-GDF, l'Education nationale, la Recherche, la SNCF, etc.

Après les attaques que subissent les mutuelles.

Le gouvernement prépare une nouvelle offensive contre les retraites et son système de répartition. Cette nouvelle attaque vise à la fois les retraités percevant leur pension et les actifs qui cotisent pour leur future retraite.

D'autres projets néfastes sont à l'horizon, pillant les poches des salariés et des retraités :

- ⊖ l'augmentation du forfait hospitalier à 20 € par jour
- ⊖ l'abaissement du remboursement de médicaments (*encore*)
- ⊖ le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale qui sera débattu en octobre à l'Assemblée Nationale, prévoit de nouveaux reculs dans les remboursements de soins concernant le financement de la CNSA (Caisse Nationale Solidarité Autonomie)
- ⊖ l'instauration de la taxe carbone
- ⊖ la suppression de la taxe professionnelle des entreprises dont les conséquences seraient dramatiques pour les communes, les départements, les régions.

Au nom de la crise dite " financière ", le gouvernement et le Medef, l'Europe, poursuivent et accélèrent leur politique de démantèlement économique et de régression sociale, aggravant la crise dont les racines sont le système économique lui-même dans lequel nous sommes : le capitalisme. **Dans le même temps, le gouvernement offre des cadeaux somptueux aux riches et grands patrons :**

- ▶ 15 milliards d'euros de paquets fiscaux au plus riches
- ▶ 26 milliards d'euros aux entreprises

- ▶ Exonération des cotisations patronales de 30 milliards d'euros en 2008
- ▶ Absence de cotisation sociale sur les revenus boursiers soit 13 milliards d'euros
- ▶ Dette des entreprises à la sécurité sociale : 1,9 milliards d'euros
- ▶ Pour 2008, les patrons du CAC 40 ont déclaré 89 milliards d'euros de bénéfices !
- ▶ Simultanément, notre argent public appartenant à la Nation est dilapidé : 360 milliards d'euros versés voilà un an, par le gouvernement aux banques privées !

Exigeons une autre répartition des richesses pour répondre aux revendications des retraités. Cette situation doit changer. La CGT affirme qu'il faut construire une société pour tous les âges, une retraite du 21e siècle.

ENSEMBLE, EXIGEONS

- ⊖ L'augmentation substantielle des pensions et l'attribution immédiate de 200 € par mois pour toutes et tous, au titre de rattrapage ;
- ⊖ Un minimum de retraite au SMIC qui doit être porté à 1 600 € ;
- ⊖ La réduction de l'écart des pensions entre les femmes et les hommes ;
- ⊖ L'indexation des retraites sur l'évolution des salaires et non des prix ;
- ⊖ La pension de reversion à 75 % de la retraite du défunt ou de la défunte quel que soit le régime de vie commune ;
- ⊖ La suppression de la décote pour les trimestres manquants ;
- ⊖ Sauvegarder et améliorer le régime de retraite par répartition ;
- ⊖ L'abrogation des franchises médicales et de tous les déremboursements mis à la charge des assurés sociaux.

Clamons haut et fort nos besoins !

A l'appel des organisations syndicales des retraités de la région parisienne CGT - CFDT - UNSA - CGC - FGR/FP

MANIFESTONS
LE VENDREDI 16 OCTOBRE À 14 H 30
MÉTRO SAINT-FRANÇOIS XAVIER

JUSQU'AU SECRÉTARIAT D'ÉTAT POUR LES PERSONNES ÂGÉES
(55 RUE SAINT-DOMINIQUE PARIS 7E) MÉTRO INVALIDES